



MINISTÈRE
DE L'ACTION
ET DES COMPTES
PUBLICS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

de l'Etat

Direction des achats

Objet de la consultation :

Accord-cadre

Prestations Intellectuelles Travaux en Ile-de-France

8 LOTS :

Contrôleur technique (CT)

Coordination Sécurité et protection de la santé (CSPS)

Ordonnancement – Pilotage – Coordination (OPC)

Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)

Conduite d'Opérations

Diagnostics Amiante – Plomb – Légionelle

Géomètre expert

Géomètre Mesurage

**Règlement de consultation
PHASE CANDIDATURE**

Numéro de la consultation : [AC_DAE_2026_PI-execution](#)

Procédure de passation : [Appel d'offres restreint](#)

Date et heures de limite de remise des candidatures :

30/03/2026 à 12h00

Table des matières

ARTICLE 1 - ACHETEUR	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 - PERIMETRE DE LA CONSULTATION	6
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
4.1 Procédure de passation	6
4.2 Allotissement	6
4.3 Forme et étendue de l'accord-cadre.....	7
4.4 Tranches	8
4.5 Durée de l'accord-cadre	8
4.6 Lieu d'exécution	8
4.7 Variantes.....	8
4.7.1 Variantes obligatoires.....	8
4.7.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires.....	9
4.8 Prestations supplémentaires éventuelles.....	9
4.9 Considérations sociales	9
4.9.1 Clause d'insertion par l'activité économique.....	9
4.9.2 Clause sociale de formation sous statut scolaire (stage).....	9
4.10 Considérations environnementales	10
4.11 Traitement de données à caractère personnel.....	10
4.12 Secret des affaires	12
ARTICLE 5 - INFORMATION DES CANDIDATS	12
5.1 Contenu des documents de la consultation	12
5.1.1 Documents de la consultation en PHASE CANDIDATURE	12
5.1.2 Documents de la consultation en PHASE OFFRE - fournis à titre indicatif.....	12
5.2 Principes généraux sur les échanges électroniques	13
5.2.1 Modalités de retrait des documents de la consultation	13
5.2.2 Conditions de transmission des plis	13
ARTICLE 6 - PHASE DE CANDIDATURE	17
6.1 Echanges électroniques pendant la phase de candidature	17
6.2 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance.....	17
6.2.1 Précisions concernant la constitution des groupements d'opérateurs économiques	17
6.2.2 Précisions concernant la sous-traitance.....	18
6.3 Motifs d'exclusion	18
6.4 Présentation de la candidature	18
6.4.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).....	19
6.4.2 Contenu du dossier de candidature à remettre.....	20
6.5 Niveaux minimaux de participation	20
6.6 Tâches essentielles	20
6.7 Examen des candidatures	20

6.8	Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs	22
6.9	Vérification des motifs d'exclusion	23
ARTICLE 7 - INFORMATIONS POUR L'ETAPE SUIVANTE - PHASE OFFRE – A TITRE INDICATIF A CE STADE.....		24
7.1	Echanges pendant la phase offres	24
7.1.1	Date limite et modalités de remise des offres.....	24
7.1.2	Demandes de renseignements complémentaires et questions	24
7.1.3	Modification des documents de la consultation	24
7.1.4	Prolongation du délai de réception des offres	24
7.2	Présentation de l'offre	24
7.3	Examen des offres	25
7.4	Critères d'attribution envisagés	25
7.5	Méthode de notation des offres	27
7.6	Durée de validité des offres	28
ARTICLE 8 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE		28
8.1	Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve.....	28
8.2	Interdiction d'attribution	30
8.3	Mise au point.....	31
8.4	Signature de l'accord-cadre	31
ARTICLE 9 - LANGUE		31
ARTICLE 10 - CONTENTIEUX.....		31
ARTICLE 11 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE		31
ARTICLE 12 - AMENAGEMENTS EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE		33
ARTICLE 13 - ANNEXES		33

Article 1 - ACHETEUR

La procédure est portée par :

L'État,

Ministère de l'action et des comptes publics

Direction des achats de l'État (DAE)

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Siret : 130 022 205 00012

Tél : 01.44.97.34.53 / 34.61

Il est représenté par le Directeur des achats de l'Etat, ou l'une des autorités bénéficiant d'une délégation de signature à cet effet en application de l'arrêté du 22 janvier 2026 portant délégation de signature (direction des achats de l'Etat).

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

L'accord-cadre a pour objet les prestations intellectuelles travaux sur des sites en Ile-de-France de : Contrôleur Technique, Coordination SPS, OPC, CSSI et conseil en SSI, Conducteur d'opération, Diagnostics, Géomètre expert et Géomètre mesurage.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Code(s) CPV de la consultation :

Lot	Intitulés des lots	Code CPV principal	Classification complémentaire
1	Contrôleur technique	71356100-9 Service de contrôle technique	71631300-3 Service de contrôle technique de bâtiments
2	CSPS	71317210-8 : Services de conseil en matière de santé et de sécurité.	71317000-3 : Services de conseil en protection et contrôle des risques
3	OPC (opérations de travaux < 15M€ HT)	71310000 Mission d'ordonnance pilotage et coordination	71520000 Services de conduite des travaux

4	Coordination en SSI et mission de conseils en SSI (opérations de travaux < 15M€ HT)	71317100 Services de conseil en protection et contrôle en matière d'incendie et d'explosion	71000000-8 - Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection
5	Conduite d'opération (opération de travaux < 2M€ HT et complexité ≤ 1)	71520000 Services de conduite des travaux	71521000 Services de conduite de chantier
6	Diagnostic (amiante/plomb/légionelle)	71313410 Evaluation des risques et dangers pour la construction	71250000 Services d'architecture, d'ingénierie et de métrage.
7	Géomètre expert	71355200-3 Services d'arpentage cadastral	71351810 Services topographiques 71250000 Services d'architecture, d'ingénierie et de métrage.
8	Géomètre mesurage	71351810 Services topographiques	71250000 Services d'architecture, d'ingénierie et de métrage.

Le recours aux lots 3 et 4 est possible uniquement pour des opérations de travaux inférieures à 15 millions d'euros hors taxe.

Le recours au lot 5 est possible uniquement pour des opérations de travaux inférieures à 2 millions d'euros hors taxe et avec un coefficient de complexité inférieur ou égal à 1. Le coefficient de complexité est au préalable établi par le maître d'ouvrage, seules les opérations dont le coefficient est inférieur ou égal à 1 sont concernées par ce lot.

Ce coefficient de complexité est déterminé pour une opération donnée, à partir des pages de complexité définies par destination d'ouvrages de bâtiment (domaines : logement et hébergement, tertiaire et commercial, santé, enseignement-recherche, socio-culturel, équipements sportifs et loisirs, production et stockage) et par éléments de complexité propres à l'opération, suivant les indications formulées par le guide à l'intention des maîtres d'ouvrages publics pour la négociation des rémunérations de maîtrise d'œuvre (actualisation octobre 2019) établi par la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP) :

http://www.miqcp.gouv.fr/images/accueil/Guide_Remun_MOe_Web.pdf

Article 3 - PERIMETRE DE LA CONSULTATION

Les bénéficiaires de l'accord-cadre sont :

- les sites de l'Etat relevant de l'administration centrale, des juridictions judiciaires, administratives et financières, des services à compétence nationale (SCN), des services déconcentrés de l'Etat, des autorités administratives indépendantes (AAI), des services du ministère des armées (MINARM), à l'exclusion des 4 autorités administratives indépendantes suivantes qui sont exclues du périmètre de l'accord-cadre :
 - ACNUSA (Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires),
 - ASNR (Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection),
 - CNDP (Commission nationale du débat public),
 - CRE (Commission de régulation de l'énergie)
- les sites des autorités publiques indépendantes (API) volontaires et des établissements publics volontaires listés en annexe 1 du CCAP.
- Les sites de la Préfecture de Police de Paris, prise en sa qualité de pouvoir adjudicateur « Ville de Paris ».
- L'Agence de Gestion de l'Immobilier de l'Etat (AGILE), en tant que mandataire d'un ou plusieurs services de l'Etat ou autre organisme eux-mêmes bénéficiaires du présent accord cadre. Il est précisé que l'AGILE ne peut intervenir que pour le compte d'un bénéficiaire et pas pour ses besoins propres.

Une convention constitutive de groupement de commandes permanent a été conclue conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique, entre la DAE et les établissements publics de l'Etat bénéficiaires du présent marché listés en annexe 1 au CCAP.

Une seconde convention constitutive de groupement de commandes a été conclue conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique, entre la DAE et la Préfecture de Police de Paris, prise en sa qualité de pouvoir adjudicateur « Ville de Paris ».

Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres restreint.

4.2 Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	INTITULES DES LOTS
1	Contrôleur technique (CT)
2	Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)
3	Ordonnancement – Pilotage – Coordination (OPC) (opérations de travaux < 15M€ HT)
4	Coordination en Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) et mission de conseils en SSI (opérations de travaux < 15M€ HT)
5	Conduite d'opération (opération de travaux < 2M€ HT et complexité ≤ 1)
6	Diagnostics Amiante – Plomb - Légionelle
7	Géomètre expert
8	Géomètre mesurage

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre pour chacun des lots.

4.3 Forme et étendue de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre est multi-attributaires. Sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures puis d'offres, les attributaires sont répartis comme suit :

	Nombre d'attributaires
Lot 1 : Contrôleur technique	3
Lot 2 : CSPS	3
Lot 3 : OPC (opérations de travaux < 15M€ HT)	3
Lot 4 : Coordination en Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) et mission de conseils en SSI (opérations de travaux < 15M€ HT)	3
Lot 5 : Conduite d'opérations (opération de travaux < 2M€ HT et complexité ≤ 1)	4
Lot 6 : Diagnostic (amiante/plomb/légionelle)	3
Lot 7 : Géomètre expert	2
Lot 8 : Géomètre mesurage	2

Chaque lot de l'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande. Les modalités d'attribution des bons de commande sont décrites à l'article 2 du CCAP.

L'accord cadre est conclu sans minimum pour chacun des lots. Les montants maximum de chaque lot sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Lot	Intitulés des lots	Montant estimé par an (€ HT) <i>Donné à titre purement indicatif</i>	Montant maximum sur la durée de l'accord-cadre (€ HT)
1	Contrôleur technique	4 200 000	50 400 000
2	CSPS	3 500 000	42 000 000
3	OPC	3 000 000	36 000 000
4	Coordination en SSI et mission de conseils en SSI	2 500 000	30 000 000
5	Cond d'op (opération de travaux < 2M€ HT et complexité ≤ 1)	3 500 000	42 000 000
6	Diagnostic (amiante/plomb/légionelle)	2 750 000	33 000 000
7	Géomètre expert	1 650 000	19 800 000
8	Géomètre mesurage	1 100 000	13 200 000

Chaque lot du présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum correspondant au lot aura été atteint, quelle que soit la durée du lot prévue initialement par l'acheteur.

Il est précisé que la mention d'un montant maximum a pour objet d'assurer la conformité du présent accord-cadre à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, transposée à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique.

4.4 Tranches

L'ensemble des lots ne comporte pas de tranches.

4.5 Durée de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de deux ans.

La durée de chaque lot de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification (la réception faisant foi).

Chaque lot de l'accord-cadre est reconductible deux fois par tacite reconduction pour des périodes d'un an sans que leur durée ne puisse excéder 4 ans. Les bons de commande prennent fin avec la fin des prestations objet de la commande, cette fin pouvant être postérieure à la date de fin de l'accord-cadre.

4.6 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est la région Ile-de-France.

4.7 Variantes

4.7.1 Variantes obligatoires

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes.

4.7.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes.

4.8 Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

4.9 Considérations sociales

4.9.1 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'acheteur fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande Publique en incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable aux lots 5 et 8 du présent accord-cadre.

Lot 5 : Cond d'op (opération de travaux < 2M€ HT et complexité ≤ 1)

Lot 8 : Géomètre mesurage

Pour l'exécution du marché, le titulaire réalise une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, l'acheteur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

4.9.2 Clause sociale de formation sous statut scolaire (stage)

Afin de promouvoir l'égalité des chances, l'acheteur applique l'article L.2112-2 du code de la commande publique en prévoyant une clause obligatoire de formation sous statut scolaire. Cette

clause consiste pour le titulaire du marché, à accueillir en stage (séquence d'observation en milieu professionnel) durant l'exécution du marché un ou plusieurs élève(s) de 3^e ou de 2nd générale et technologique, scolarisés dans des établissements relevant des réseaux d'éducation prioritaires (REP et REP+) ou des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Cette action s'inscrit dans le cadre de la politique éducative de la découverte des métiers.

Cette clause est applicable aux lots 1, 2, 3, 4, 6 et 7 du présent accord-cadre.

Lot 1 : Contrôleur technique

Lot 2 : CSPS

Lot 3 : OPC

Lot 4 : Coordination en SSI et mission de conseils en SSI

Lot 6 : Diagnostic (amiante/plomb/légionelle)

Lot 7 : Géomètre expert

Le titulaire déclare les offres de stages issues de la clause sociale de formation sous statut scolaire, sur la plateforme en ligne 1élève1stage mise en place par le ministère de l'Éducation nationale.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler des réserves ou des variantes sur ce point dans leur offre.

4.10 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique pour l'ensemble des lots de l'accord cadre, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental, ces spécifications sont mentionnées dans chacun des CCTP.

Il est également fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental dans l'article 4.6 du CCAP.

Enfin, il est fait application de l'article L2152-7 du code de la commande publique, en prévoyant un critère d'attribution portant sur le volet environnemental.

4.11 Traitement de données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

La Direction des achats de l'Etat du Ministère de l'Action et des Comptes publics

59, boulevard Vincent Auriol
75703 Paris Cedex 13
Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'Etat,
Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

4.12 Secret des affaires

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent accord-cadre.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers a l'obligation de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

Article 5 - INFORMATION DES CANDIDATS

5.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

5.1.1 Documents de la consultation en PHASE CANDIDATURE

- le présent règlement de consultation (RC) applicable à l'ensemble des lots et son annexe :
 - o Annexe 1 au RC « Cadre de Réponse à candidature » (Annexe1_CRC_Lot) ; 1 par lot ; à **compléter par le soumissionnaire en phase candidature pour tous les lots.**

5.1.2 Documents de la consultation en PHASE OFFRE - *fournis à titre indicatif*

Cette phase remise offre concerne les candidats qui auront été sélectionnés après la présente étape de Candidature.

Projets de documents à ce stade :

- o Annexe 2 au RC « Cadre de Réponse Technique » (Annexe2_CRT_lot) ; 1 par lot ; (fournis en phase Offre)
 - o Annexe 3 au RC « Cadre de Réponse Environnemental » (Annexe3_CRE_lot) ; 1 par lot (fournis en phase Offre).
- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son Annexe
 - o Annexe Financière (1 par lot) : grille de prix et bordereau de prix unitaires.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - o Annexe 1 (CCAP_Annexe1_Liste_beneficiaires) : liste des bénéficiaires de l'accord-cadre
 - o Annexe 2 (CCAP_Modèle_Charte_Confidentialité) : modèle de charte confidentialité

- Annexe 3 (CCAP_SuiviPilotage) : suivi d'activité du titulaire semestriel, suivi clause sociale et grille annuelle pour le titulaire et le bénéficiaire
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) - 1 par lot.

5.2 Principes généraux sur les échanges électroniques

5.2.1 Modalités de retrait des documents de la consultation

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>).

5.2.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Il est rappelé que chaque lot représente un marché. Dès lors, le principe selon lequel seul le dernier pli est ouvert en cas de dépôt successif ne s'applique qu'aux plis portant sur un même lot.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plateforme "PLACE" :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plateforme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.
- Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ; assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE), notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

L'opérateur économique est tenu de répondre de manière séparée pour chaque lot (chaque lot doit obligatoirement faire l'objet d'un dépôt électronique distinct). Chaque lot représentant un marché, la règle des plis successifs énoncée à l'article R2151-6 du Code de la commande publique ne s'applique qu'aux plis portant sur un même lot.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde papier / physique électronique

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Direction des achats de l'État (DAE)

Bureau des achats travaux immobiliers, infrastructures et énergie

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Tél : 01.44.97.34.53 / 34. 61

Copie de sauvegarde électronique

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

A cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées,
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficié d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.]

Article 6 - PHASE DE CANDIDATURE

6.1 Echanges électroniques pendant la phase de candidature

La date limite de remise des candidatures est fixée au : **30 mars 2026 à 12h00.**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Pendant la phase candidature, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile au plus tard **dix (10) jours** avant la date de réception des candidatures sont transmises aux opérateurs économiques **au plus tard six (6) jours** avant la date limite de réception des candidatures.

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des candidatures.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis sa candidature avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de remise des candidatures.

Dans l'hypothèse où la date de remise des candidatures initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des candidatures dans le délai imparti, cette date est reportée.

Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

6.2 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

6.2.1 Précisions concernant la constitution des groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, **le mandataire est solidaire** pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

6.2.2 Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

6.3 Motifs d'exclusion

Conformément aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En application de l'article L2141-11 du Code de la Commande publique en cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures de nature à démontrer sa fiabilité ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par un nouveau membre qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par un nouveau sous-traitant qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

6.4 Présentation de la candidature

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur **n'autorise pas** le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Si l'entreprise candidate à plusieurs lots, elle peut remettre un dossier de candidature unique à condition de présenter, dans des sous-dossiers distincts, ses capacités professionnelles, techniques et financières lot par lot.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature : sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2

6.4.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et

remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

6.4.2 Contenu du dossier de candidature à remettre

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté ; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.
- **L'annexe 1 Cadre de Réponse Candidature**, dûment complété, **par lot soumissionné**.

6.5 Niveaux minimaux de participation

L'acheteur fixe le niveau minimum de capacité suivant afin de s'assurer que les candidats disposent de la capacité économique et financière (renseignements relatifs à la capacité économique et financière) : un chiffre d'affaires minimum équivalent à 700 K€ / an sur les 2 derniers exercices ou sur la moyenne des 3 derniers exercices.

6.6 Tâches essentielles

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.
L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

6.7 Examen des candidatures

Les critères de sélection utilisés pour apprécier les candidatures et procéder à leur classement sont pour chaque lot :

Critère de candidature	Sous-critères	Sous-pondération		Pondération (sur 100%)
		Lots 1 à 5	Lots 6 à 8	
Critère 1 Capacités économiques et financières	Chiffre d'affaires en rapport avec l'objet du marché des trois dernières	—	—	10%

	années et son évolution			
Critère 2 Capacités techniques et professionnelles	Sous-critère 1 Moyens en personnel mobilisables en lien avec les missions	30 points	30 points	90%
	Sous-critère 2 Compétences et qualifications	30 points	25 points	
	Sous-critère 3 Moyens techniques	10 points	15 points	
	Sous-critère 4 Références du candidat en lien avec les prestations objets du marché (dont 3 à détailler plus précisément)	20 points	20 points	

Dans le cadre de cette consultation, l'acheteur limite le nombre de candidats invités à participer à la suite de la procédure : l'acheteur limite le nombre de candidats admis à soumissionner sur la base des critères définis ci-avant : l'acheteur retient, après classement, **les meilleurs candidats** suivant le nombre maximum figurant dans le tableau ci-dessous (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures) :

Lot	Intitulés des lots	Nombre maximum de candidatures retenues par lot
1	Contrôleur technique	6
2	CSPS	8
3	OPC	6
4	Coordination en SSI et mission de conseils en SSI	6
5	Cond d'op (opération de travaux < 2M€ HT et complexité ≤ 1)	8

6	Diagnostic (amiante/plomb/légionelle)	6
7	Géomètre expert	5
8	Géomètre mesurage	5

Ces candidats seront ensuite invités à soumissionner en phase « offres ».

Les documents justificatifs concernant les conditions de participation ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion, sont demandés par l'acheteur au plus tard avant l'envoi de l'invitation prévue à l'article R.2144-8 du code de la commande publique (invitation à soumissionner).

6.8 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Si besoin, en complément des cadres de réponse évoqués à l'article 6.4.2, les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités pour tous les lots sont :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (afin de noter le critère 1 mentionné à l'article 6.7) ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les pour chacune des trois dernières années (afin de noter le sous-critère 1 du critère 2 mentionné à l'article 6.7) ;
- Compétences et qualifications : Certificats de qualification professionnelle, ou équivalent, établis par des organismes indépendants : Organisme Professionnel de Qualification de l'Ingénierie : infrastructure Bâtiment Industrie (OPQIBI) ou équivalent. Pour les lots 1, 2, 4, 6 et 7 : les qualifications professionnelles et/ou diplômes (ex. : géomètre-expert, agréments préfectoraux,...) obligatoires à l'exercice de la profession. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ; (afin de noter le sous-critère 2 du critère 2 mentionné à l'article 6.7);

L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de même nature que celle du marché visé (afin de noter le sous-critère 2 du critère 2 mentionné à l'article 6.7);

- Moyens techniques : description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché (afin de noter le sous-critère 3 du critère 2 mentionné à l'article 6.7);

- Détail de références similaires fournies au cadre de réponse (dont 3 à détailler plus précisément) (afin de noter le sous-critère 4 du critère 2 mentionné à l'article 6.7).

Si le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

6.9 Vérification des motifs d'exclusion

L'acheteur n'a pas fixé de nombre maximum de candidat admis à participer à la suite de la procédure : les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion sont demandés par l'acheteur au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication aux candidats.

Le cas échéant, l'acheteur exige que le soumissionnaire établi hors de France joigne une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue.

Les soumissionnaires présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

Article 7 - Informations pour l'étape suivante - PHASE OFFRE – A titre indicatif à ce stade

7.1 Echanges pendant la phase offres

7.1.1 Date limite et modalités de remise des offres

L'acheteur invitera les candidats admis à l'issue de la phase candidature à soumissionner.

Cette invitation comprendra notamment la **date limite et les modalités de remise des offres**. Seuls peuvent être ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites ainsi communiquées. Les plis qui reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai seront inscrits au registre des dépôts et seront rejetés.

7.1.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats pourront faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile **au plus tard dix (10) jours avant la date de réception des offres** seront transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

7.1.3 Modification des documents de la consultation

Des modifications pourront être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres.

Les modifications seront communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

7.1.4 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres sera reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

7.2 Présentation de l'offre

L'offre du candidat comportera les pièces suivantes :

- Annexe 2 au RC « Cadre de Réponse Technique » (Annexe2_CRT_lot) ; 1 par lot (non fournis à ce stade) ;

- Annexe 3 au RC « Cadre de Réponse Environnemental » (Annexe3-CRE_lot) ; 1 par lot (non fournis à ce stade) ;
- Annexe Financière (Annexe à l'Acte d'Engagement) (1 par lot) : grille de prix et bordereau de prix unitaires ;
- la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement, le cas échéant ;
- la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises, le cas échéant.

A ce stade, ces documents sont fournis ou indiqués à titre indicatif et pourront faire l'objet de modification lors de la phase Offres.

7.3 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

7.4 Critères d'attribution envisagés

Les critères d'attribution envisagés sont listés dans le tableau suivant, par fourchettes de pondération, ils seront arrêtés précisément selon les lots en phase offres :

Pour les lots 1, 2, 6, 7 et 8

Les pondérations sont les suivantes :

	Lot 1	Lot 2	Lot 6	Lot 7 et 8
<u>Critère Prix</u>	60% de la note finale	60% de la note finale	60% de la note finale	60% de la note finale
Sous-critère n°1 : Prix forfaitaire pour le coût d'une opération				
<u>Critère Valeur Technique :</u>	30% de la note finale	30% de la note finale	30% de la note finale	30% de la note finale
Sous-critère 1 - Organisation - méthodologie	30 points	40 points	40 points	40 points

Sous-critère 2 - Qualité de l'équipe proposée	30 points	20 points	15 points	20 points
Sous-critère 3 - Pertinence et cohérence du temps et des ressources alloués à la mission	40 points	40 points	45 points	40 points

**Critère Valeur
Environnementa
le :**

Sous-critère 1 : Politique de limitation d'émissions de gaz à effet de serre	10% de la note finale	10% de la note finale	10% de la note finale	10% de la note finale
Sous-critère 2 : Formation des collaborateurs mobilisés pour l'exécution du marché	50 points	50 points	50 points	50 points
	50 points	50 points	50 points	50 points

Les détails des sous-critères sont précisés dans les annexes 2 (Cadre de réponse Technique) et 3 (Cadre de réponse Environnementale).

Pour les lots 3, 4 et 5

Les pondérations sont les suivantes :

	Lot 3	Lot 4	Lot 5
<u>Critère Prix</u>	40 % de la note finale	40 % de la note finale	40 % de la note finale
Sous-critère n°1 : Prix forfaitaire pour le coût d'une opération			
<u>Critère Valeur Technique :</u>	50% de la note finale	50% de la note finale	50% de la note finale

Sous-critère 1 - Organisation - méthodologie	40 points	40 points	40 points
Sous-critère 2 - Qualité de l'équipe proposée	20 points	20 points	20 points
Sous-critère 3 - Pertinence et cohérence du temps et des ressources alloués à la mission	40 points	40 points	40 points

Critère Valeur

<u>Environnementale :</u>	10% de la note finale	10% de la note finale	10% de la note finale
Sous-critère 1 : Politique de limitation d'émissions de gaz à effet de serre	50 points	50 points	50 points
Sous-critère 2 : Formation des collaborateurs mobilisés pour l'exécution du marché	50 points	50 points	50 points

Les détails des sous-critères sont précisés dans les annexes 2 – Cadre de réponse Technique et 3 – Cadre de réponse Environnementale

7.5 Méthode de notation des offres

Méthode de notation du critère technique :

La notation s'effectuera sur la base des éléments communiqués dans le Cadre de réponse technique (en annexe 3) complété par chaque candidat.

Les notes seront ensuite pondérées par application du coefficient de pondération.

Méthode de notation du critère environnemental :

La notation s'effectue sur la base des éléments communiqués dans le Cadre de réponse environnemental (en annexe 4) complété par chaque candidat.

Les notes sont ensuite pondérées par application du coefficient de pondération.

Méthode de notation du critère prix :

Pour un lot : La notation du critère prix s'effectue sur la base plusieurs scénarii de prestations représentant des simulations de commandes dans le cadre de projets types (scénarii non communiqués).

Le critère Prix est noté en fonction de la pondération des tableaux ci-dessus.

La note sera calculée comme suit :

Note prix de l'offre = Note maximale pouvant être obtenue x POMD / PO

Où :

PO est le prix de l'offre considérée

POMD est le prix de l'offre la moins disante

7.6 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 6 mois à compter de la date limite de remise des offres.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

Article 8 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

8.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves relatifs aux motifs d'exclusion que l'acheteur peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuves directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes, à compléter et à signer électroniquement, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques
- Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement - Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques)
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail)
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du CCP
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE)
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : dans le cas où le soumissionnaire est une société fille (filiale), le cas échéant, une attestation de régularité fiscale justifiant du paiement de l'impôt sur les sociétés ou de la TVA par la société mère ou par la filiale
- Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
 - o certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA))
 - o certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance ;
 - o pour tout employeur occupant au moins vingt salariés le cas échéant, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établie dans un pays de l'Union européenne, un document

mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France – **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale

- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;

- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

Motif d'exclusion lié au non-respect de l'obligation des entreprises d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre

Les soumissionnaires présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

8.2 Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...)

8.3 Mise au point

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent accord-cadre.

8.4 Signature de l'accord-cadre

L'accord-cadre est signé électroniquement par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR1) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article 11 "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE" du présent document.

Article 9 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 10 - CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris :

7 rue de Jouy

F - 75004 Paris

Tél : +33 1 44 59 44 00

Fax : +33 1 44 59 46 46

Courriel : greffe.taparis@juradm.fr

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Article 11 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature s'effectue par voie électronique.

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électroniques peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Article 12 - AMENAGEMENTS EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

En cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence déclarée en cours de consultation, l'acheteur peut aménager certaines modalités de mise en concurrence dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et après information des candidats ou soumissionnaires dans les meilleurs délais. L'acheteur s'assure également de leur possibilité de poursuivre la procédure selon les nouvelles modalités fixées.

Article 13 - ANNEXES

- Annexe 1 au RC « Cadre de Réponse à candidature » (Annexe1_CRC_Lot) ; 1 par lot ; à **compléter par le soumissionnaire en phase candidature pour tous les lots**

A titre indicatif, seconde étape en phase offre :

- Annexe 2 au RC « Cadre de Réponse Technique » (Annexe2_CRT_lot) ; 1 par lot ;
- Annexe 3 au RC « Cadre de Réponse Environnemental » (Annexe3-CRE_lot) ; 1 par lot.